



FAO flash

Bureau du Togo

N° 17, Janvier 2012

Sommaire :

⇒ COUNTRYSTAT TOGO

- Troisième Atelier du Groupe de Travail Pluridisciplinaire

⇒ ELABORATION D'UNE STRATEGIE ET D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE AU TOGO

- Deuxième Réunion du Groupe Consultatif

⇒ RENFORCEMENT DES BASES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AGRICOLES VULNERABLES AU TOGO

- Remise de matériels et Equipements au Gouvernement

⇒ LA BIBLIOTHEQUE VIRTUELLE DE LA FAO

COUNTRYSTAT TOGO

Troisième Atelier du Groupe de Travail Pluridisciplinaire

Le Togo, à l'instar du Niger et de la Guinée-Bissau, bénéficie d'un financement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour la mise en œuvre du système CountrySTAT. A la suite de la première réunion du groupe de travail pluridisciplinaire (GTP) et de la formation des Administrateurs du système, le site **CountrySTAT-TOGO** a été activé et régulièrement alimenté en données statistiques et métadonnées sur l'agriculture, l'alimentation et la sécurité alimentaire.

L'organisation du troisième atelier du GTP répond au plan de travail 2011. Cet atelier s'est tenu à l'Hôtel Crystal à Kpalimé du 24 au 26 Janvier 2012, conformément aux recommandations du dernier atelier et dans le souci d'une part, d'assurer une présence permanente des membres du groupe de travail pluridisciplinaire (GTP) aux différentes sessions et d'autre part, de consolider les acquis de la première année de mise en œuvre, procéder à une revue des activités et poursuivre de manière objective l'exécution du projet afin de garantir son appropriation par toutes les parties prenantes et assurer ainsi sa pérennisation.

Spécifiquement, il s'agissait, entre autres, pour le GTP, de : (i) faire le bilan de la mise en œuvre du projet, au titre de l'année 2011, relever les acquis, identifier les difficultés rencontrées et faire des suggestions pour son amélioration ; (ii) consolider le contenu du site actuel et explorer toutes les pistes possibles en vue de sa pérennisation ; (iii) passer en revue tous les tableaux et documents téléchargés sur le site afin de détecter de possibles incohérences ou incorrections et y remédier ; (iv) démarrer l'harmonisation des deux sources «Questionnaire nationale de la production» et «CountrySTAT» ; (v) mettre à jour les indicateurs clés (2010 index) ; (vi) présenter et discuter le plan de travail et le budget 2012 ; (vii) exposer et faire connaître la nomenclature et le lien avec les classifications internationales (système de code) ; (viii) disposer de l'ensemble des métadonnées et autres documents (méthodologie, rapport officiel des enquêtes, annuaires, rapports, etc.) relatifs aux données statistiques collectées, télécharger les sources pour les indicateurs du module de base ; (ix) réviser le document «Commentaires-Togo» et s'assurer de l'intégration de toutes les modifications demandées ; (x) mettre en place un groupe de travail restreint pour l'attribution de nouveaux codes aux produits locaux qui n'en disposent pas et établir la table de correspondance, incluant les produits dérivés et les produits non-agricoles : machines, engrains, pesticides et forêts) ; (xi) discuter des tableaux pré-définis pour chaque structure en vue de ressortir les alternatives pour le remplissage ; (xii) compléter les indicateurs non renseignés du module de base (statistiques nationales) en cohérence avec les statistiques locales (régionales) désagrégées ; (xiii) modifier les tableaux et utiliser les symboles pour la question d'affichage des données selon leur nature : **manquantes, sans objet, non disponibles**, faire des propositions ; (xiv) opérer des choix de photos à envoyer au Siège de la FAO à Rome pour la confection de la bannière du site **CountrySTAT-TOGO**, réviser la section des documents nationaux et les liens nationaux, actualiser les pages «Actualités CountrySTAT» et «Contact» et personnaliser la page «A Propos».



Travaux en plénière (partage sur les données)



Travaux en commission sur l'harmonisation des codes

ELABORATION D'UNE STRATEGIE ET D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE AU TOGO

Deuxième Réunion du Groupe Consultatif du projet

Le mardi 31 janvier 2012, a été organisée la deuxième réunion du groupe consultatif sur le projet «TCP/TOG/3305 - Elaboration d'une stratégie et d'un plan de développement de l'Aquaculture au Togo» dans la salle de Conférence de la Représentation de la FAO au Togo.

Ont été invités à cette réunion, tous les membres du groupe consultatif, soit douze (12) personnes regroupant les techniciens de la Direction des Pêches et de l'Aquaculture (DPA), les représentants de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), de la Direction de la Planification et des Coopératives Agricoles (DPCA), un Expert national de la FAO et des Pisciculteurs.

Le rôle principal de ce groupe consultatif est d'assurer le suivi technique et de veiller sur la cohérence de la stratégie de développement de l'aquaculture en cours d'élaboration avec le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et la politique sectorielle de la pêche et l'aquaculture.

Ainsi cette deuxième rencontre du groupe consultatif s'est penchée sur les points suivants :

- La restitution des résultats de la mission de terrain des consultants ;
- La restitution des résultats du voyage d'études au Ghana ;
- La Présentation du PTA 2012 révisé ;
- L'état d'avancement des activités d'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de l'Aquaculture (SNDA) et du Plan National de Développement de l'Aquaculture (PNDA) ;
- La Présentation des canevas de la SNDA et du PNDA.

La réunion a été présidée par le coordonnateur du projet et Directeur des Pêches et Aquaculture, Dr. ALI Domtani.



Le Coordonnateur du projet (en costume) dirigeant les travaux

♦ Les travaux ont commencé par la restitution des résultats de la mission des consultants présentée par M. TSIBI Blakwoé, Consultant Agroéconomiste, qui a fait ressortir l'objectif de la mission qui était essentiellement : (i) de collecter des informations et des données primaires et secondaires sur l'aquaculture ; (ii) d'identifier les potentialités et les contraintes du développement de l'aquaculture au Togo.

Après avoir décrit la méthodologie adoptée, il a fait un résumé des résultats obtenus puis s'est penché sur les atouts et les contraintes au développement de l'aquaculture dans le pays. Enfin, il a terminé sa présentation par la proposition des approches de solutions et recommandations qui concourent à l'amélioration du sous-secteur aquacole.

Les débats ont portés essentiellement sur :

- L'estimation de la production aquacole annuelle nationale : 20 tonnes selon la mission et 107 tonnes publiées ;
 - La politique sectorielle sur la pêche et l'aquaculture, qui existe mais qui n'a pas été mise à la disposition des consultants ;
 - La méconnaissance de l'itinéraire technique de la pisciculture ;
 - Le nombre de centres piscicoles de l'Etat qui n'est pas stable ;
 - Les critères de choix des sites visités sur le terrain.
- ◆ La deuxième présentation a porté sur la restitution des résultats du voyage d'étude au Ghana. L'objectif de cette mission était d'apprendre de l'expérience ghanéenne en matière du développement de l'aquaculture et de s'en inspirer afin de bâtir celui du Togo. La mission s'est déroulée en deux phases, à savoir :
- Les visites des structures étatiques de gestion des pêches et de l'aquaculture ;
 - Les visites des structures aquacoles privées.

De ces visites et entretiens, la mission a tiré des leçons et certaines recommandations ont été faites en vue de l'amélioration de l'aquaculture togolaise, notamment :

- La disposition d'une politique et d'une stratégie pouvant orienter les décisions en matière d'aquaculture ;
- La promotion d'une aquaculture de petite échelle et/ou une aquaculture de moyenne et grande échelle ;
- Le renforcement des capacités des structures techniques et d'encadrement en aquaculture ;
- La facilitation des installations des fermes privées modernes ;
- La promotion de l'entrepreneuriat privé en aquaculture ;
- La disposition d'un programme solide de renforcement des capacités des pisciculteurs à travers des formations dans des centres réputés en aquaculture ;
- L'introduction des notions de base sur l'aquaculture dans les programmes d'enseignement scolaire et universitaire.

Les discussions qui ont suivi ont permis de se rendre compte que le Togo est très loin de son voisin, le Ghana, en matière de production aquacole mais pourrait toutefois s'en inspirer pour développer et relancer son aquaculture. En effet le Ghana est parti d'un investissement extérieur appuyé de l'accompagnement d'une politique de subvention du secteur.

♦ Le PTA révisé a été présenté, ce qui a permis avec les échanges de bien situer les différentes missions restantes à effectuer par les consultants en 2012.

♦ Le Consultant spécialiste en aquaculture, Dr KOKO, avant de présenter les grandes lignes de la SNDA et du PNDA, a tout d'abord fait un aperçu sur l'état d'avancement des activités inscrites dans le cadre de l'élaboration de la SNDA et du PNDA.

En somme toutes les activités inscrites sur le PTA pour le compte de l'année 2011 ont été réalisées, selon le consultant.

Pour les grandes lignes de la SNDA, il a été retenu que la stratégie déroulera d'une vision globale du développement de l'aquaculture avec un but et des objectifs bien définis.

Les actions ont été regroupées en cinq (5) axes stratégiques à savoir :

- Le renforcement des capacités des structures de gestion et d'encadrement du sous-secteur ;
- La création des conditions d'une amélioration durable de la production ;
- La promotion de la Recherche et la Formation en aquaculture ;
- La garantie de la durabilité environnementale de la production et la sécurisation des investissements en aquaculture ;
- La mise en place d'un Système de gestion et de circulation de l'information.

Pour chaque axe stratégique, il a été proposé des actions spécifiques et opérationnelles.

La SNDA sera mise en œuvre par quatre (4) instruments :

- Le Plan National de Développement Aquacole (PNDA 2012-2018),
- Les dispositifs institutionnels et légaux ;
- Les dispositifs financiers ;
- Le Système d'Information de Suivi-Évaluation (SISE).

Les échanges devant se poursuivre sur ces différents points surtout en ce qui concerne les cibles, les participants ont unanimement sollicité une prochaine rencontre en un groupe restreint pour parfaire le document.



Les participants à la réunion

RENFORCEMENT DES BASES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AGRICOLES VULNERABLES AU TOGO

Remise de Matériels et Equipements au Gouvernement

Dans le cadre des activités marquant la clôture du projet «GCP/TOG/016/EC—Renforcement des bases de la sécurité alimentaire des ménages agricoles vulnérables au Togo», une cérémonie de remise de matériels et d'équipements de bureau s'est déroulée le mardi 31 janvier 2012 dans les locaux de la Représentation de la FAO au Togo.

D'une valeur totale de 163.000.000 FCFA, ces matériels et équipements sont composés de : deux véhicules 4X4, de motos tout-terrain, de mobiliers et équipements de bureau, des matériels agricoles et de communication. L'ensemble de ces biens avaient été acquis sur les ressources du projet sus-mentionné, financé à hauteur de 1.640.702.193 FCFA par l'Union Européenne (Accord de contribution N° 2009/213-679) dans le cadre de la facilité alimentaire et exécuté par la FAO.

L'objectif de ce projet était de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire des ménages agricoles vulnérables durement touchés par la flambée des prix des denrées alimentaires en 2008 et 2009 à travers l'amélioration de leur capacité de production vivrière et la réhabilitation de leurs moyens d'existence. Vingt mille cinq cent (20.500) producteurs agricoles vulnérables dont 15.000 producteurs de céréales (maïs, sorgho, riz) et 5.500 maraîchers ont été les bénéficiaires directs du projet.

Le projet a été clôturé le 31 Juillet 2011. Les acquis sont ainsi transférés aux Ministères en charge de l'Agriculture et de l'Enseignement Supérieur, pour le renforcement de leurs capacités d'intervention en vue de sauvegarder les résultats atteints par le projet.

En prélude à la cérémonie, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Chef de la Délégation de l'UE et le Représentant de la FAO par intérim ont procédé à la signature du document de remise officielle au Gouvernement.



Intervention du Représentant a.i. de la FAO

Les équipements et matériels ont été remis au Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, M. Kossi Messan EWOVOR, par le Représentant de la FAO au Togo par intérim, Dr Pierre MPELE, en présence de l'Ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union Européenne au Togo, M. Patrick SPIRLET.



Remise symbolique des clés d'un véhicule au Ministre de l'Agriculture par le Chef de la Délégation de l'UE

LA BIBLIOTHEQUE VIRTUELLE DE LA FAO

La bibliothèque virtuelle est un outil de gestion et de diffusion de l'information en ligne mis au point par la FAO. Elle a été conçue pour être la mémoire institutionnelle de l'Organisation. Elle offre plus de 25 000 publications gratuitement disponibles pour aider à la prise de décisions dans l'élaboration de politiques et programmes de développement agricole.

- ◊ Une mine d'informations sur des domaines variés : agriculture, pêche, forêts, nutrition, environnement, statistiques, etc.
- ◊ Des publications phares : SOFA, SOFI, SOFO...
- ◊ Des liens vers des bases de données : exemple : AGORA
- ◊ Des profils de pays
- ◊ Des cartes graphiques et d'autres produits d'analyse agricole et économique

PARTICULARITE

- ◊ Récupération des résultats de recherche sur support (clé USB, CD ou DVD)
- ◊ Transmission des résultats de recherche directement à une adresse E-mail

Adresse

*Représentation de la FAO au Togo
1307 Avenue de Duisburg
Lomé*

Heures d'ouverture

*Du lundi au vendredi
9H00 - 12H30
15H00 - 17H00*

Contact

1307, Avenue Duisburg
B.P : 4388, Lomé, Togo
Téléphone : +228 22 21 04 11
+228 22 22 06 72
+228 90 36 59 50

Télécopie : +228 22 21 05 80
E-mail : FAO-TG@fao.org

Objectif et devise

Notre objectif :
« Aider à construire un monde libéré de la faim »
 Notre devise :
« Flat Panis »
 ou
« Du pain pour tous »

Pour mieux nous connaître, retrouvez-nous sur le web à
<http://www.fao.org>